

Éditorial



François Baroin
Président de l'AMF

Réussir le débat

Beaucoup de maires se sont interrogés sur l'attitude à tenir à l'occasion du Grand débat organisé par le gouvernement. Les choses sont aujourd'hui clarifiées et la proposition que nous avons faite, le 18 décembre dernier, est aujourd'hui partagée par tous les acteurs de cette initiative, y compris le président de la République ainsi qu'il l'a exprimé lors de sa rencontre avec les maires de Normandie. Nous avons dit qu'en premier lieu, chaque maire est libre de faire ce qui lui paraît le plus approprié dans sa commune. Nous recommandons ensuite de faciliter l'organisation matérielle et d'apporter une contribution au débat lui-même. Mais, en aucun cas de porter la responsabilité des réponses que la crise actuelle appelle de la part du gouvernement.

Notre position n'a pas changé et je suis heureux de voir qu'elle est désormais largement partagée. Les maires ont le sens des responsabilités et le respect des institutions. Ils ne sont pas des corps intermédiaires, mais des élus du suffrage universel. Leur voix est aujourd'hui écoutée par le chef de l'État, leurs liens avec les Français sont unanimement salués et

« La synthèse des propositions de cette consultation doit aboutir à des résultats concrets et partagés. »

la confiance que ceux-ci leur accordent a progressé. Il faut s'en réjouir sincèrement, profondément. Parce que cela montre que notre démarche est comprise : nous ne défendons pas des intérêts corporatistes, nous ne servons aucun parti, nous ne sommes en compétition avec personne, nous croyons simplement que la commune a un avenir au service des Français.

Non seulement nous ne voulons pas la voir disparaître mais nous croyons qu'elle a encore beaucoup de services à rendre au pays. C'est cela qui nous unit par-delà nos différences. Nous faciliterons donc le débat avec les Français, mais celui-ci doit ouvrir des perspectives à celles et ceux qui y participeront. Nous proposons que la synthèse des propositions qui sortiront de cette consultation fasse l'objet d'une véritable négociation entre l'État et les partenaires sociaux et

territoriaux pour aboutir à des résultats concrets et partagés. Pour notre part, nous porterons à cette occasion la demande d'une nouvelle avancée de la décentralisation, meilleure réponse au besoin de proximité qui s'exprime aujourd'hui.